

Le nucléaire nord-coréen devrait s'inviter en marge d'une réunion de l'Asean

SINGAPOUR (AFP) - Les pays d'Asie du Sud-Est se retrouvent, de dimanche à jeudi, à Singapour pour leur grand-messe ministérielle, qui devrait donner lieu, en marge, à des discussions au sommet sur le nucléaire nord-coréen avec la présence des chefs de la diplomatie des six parties au dossier.



© AtlasVista
Le ministre des Affaires étrangères de Corée du Nord, Pak Ui-Chun, lors d'un forum de l'Asean, à Manille, le 2 août 2007 (© AFP/Archives - Jay Directo)

Les ministres des Affaires étrangères de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean) tiendront leur réunion annuelle, avec en point d'orgue le Forum sur la sécurité (ARF), dont font aussi partie les six (Etats-Unis, Chine, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Russie).

"Une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères des six se tiendra la semaine prochaine à Singapour", a indiqué vendredi à l'AFP un responsable gouvernemental sud-coréen sous couvert d'anonymat. Selon l'agence Yonhap, la discussion est prévue mercredi.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, absente l'an dernier, a confirmé sa présence à Singapour, et elle rencontrera en milieu de semaine prochaine et pour la première fois, son homologue nord-coréen, Pak Ui-Chun, de façon informelle.

Les négociations à six, qui ont débuté en 2003, visent à convaincre le régime communiste de Pyongyang de renoncer à toute activité nucléaire en échange d'une aide énergétique et d'une normalisation de ses relations avec Washington.

Samedi dernier, à l'issue d'une réunion technique à Pékin, Pyongyang s'était engagé à démanteler sa principale installation nucléaire avant la fin octobre en contrepartie de la livraison d'une aide énergétique des cinq autres parties avant la fin du même mois.

Ce démantèlement est la dernière phase d'un accord conclu en février 2007, qui prévoit aussi la livraison, par la Corée du Nord, de la totalité de ses matériaux et armements nucléaires.

Si la Corée du Nord, qui doit aussi signer un pacte de non-agression avec l'Asean à l'issue de l'ARF, risque de largement retenir l'attention, la Birmanie (membre de l'Asean) et le fiasco de l'aide aux sinistrés du cyclone Nargis devraient aussi se retrouver sous les projecteurs.

La situation des droits de l'Homme dans le pays, sur laquelle l'Asean met généralement ses critiques en sourdine, devrait tout de même être abordée. Dans une rare recommandation sortie d'une réunion préparatoire vendredi, de hauts-responsables des pays de l'Asean ont, selon l'un d'eux, conseillé à leur ministres d'y réclamer la libération de "tous les prisonniers politiques".

Mais la recommandation peut être amendée par les ministres, qui ont aussi prévu "un échange" de vues sur l'aide aux victimes de Nargis, qui a fait plus de 138.000 morts ou disparus.

La Birmanie, accablée de critiques pour avoir bloqué les secours internationaux à ses portes, avait fini par charger l'Asean de coordonner les travaux humanitaires étrangers sur son territoire. Mais elle continue d'imposer des restrictions.

Un rapport sur l'aide, rédigé après une mission de terrain de volontaires de l'Asean, doit être présenté lundi. Mais si les observateurs s'attendent à des critiques de la junte par les occidentaux -- Etats-Unis ou Union européenne (UE), également membre de l'ARF --, ils comptent moins sur une attaque par l'Association.

"Les membres de l'Asean sont assez fiers d'avoir été à la tête de la réponse à la catastrophe birmane", estime Carl Thayer, professeur australien spécialiste de la région. "Leur capacité à aider la Birmanie, même tardivement, confirme le principe d'autonomie régionale".

Pour mieux répondre aux catastrophes naturelles, l'Asean pourrait aussi sceller à Singapour le principe d'exercices de secours conjoints avec les Etats-Unis, l'UE ou la Russie. Un responsable américain avançait récemment la date de 2009 pour le premier.

"Si l'ARF accepte un tel principe, elle ajoutera aussi le principe selon lequel une aide humanitaire de cette nature doit se faire avec le consentement du pays touché", nuance cependant Carl Thayer. "Cela préservera le principe de non-ingérence qui lui est cher".